

eux-mêmes. Ils entrent et sortent comme s'il ne s'agissait que de pensions et ils n'y portent aucun intérêt. Les cécéistes qui ont quelque bon sens, et j'espère qu'il y en a plus que je ne crois, ne doivent pas penser vraiment qu'il faut permettre à des gens de prendre possession d'une maison sans fournir auparavant un versement initial appréciable. Certains d'entre eux parlent comme si chaque citoyen avait droit à une maison. Chacun n'a droit qu'à ce qu'il est prêt à mériter par son travail.

Le Gouvernement,—je ne soutiens pas qu'il est parfait ni que tel autre gouvernement l'est,—pourrait en outre s'efforcer davantage d'accroître le commerce international. Je reprends là, je le sais, une opinion que le parti conservateur met de l'avant depuis longtemps mais je n'approuve pas la façon dont il présente son idée. Il ne songe qu'au Royaume-Uni et moi je veux embrasser le monde entier. Je suis convaincu que, si nous envoyions plus de commissaires du commerce dans tous les endroits imaginables, ils gagneraient à la longue plus que leurs traitements. C'est exactement ce que fait l'Angleterre. C'est ce qui se fait aussi dans le monde entier. Ces attachés commerciaux obtiennent cent mille dollars ici ou un million de dollars là. Si l'on prend chaque cas en particulier, ce n'est peut-être pas beaucoup; mais dans l'ensemble c'est très considérable.

J'ai eu récemment la bonne fortune de visiter la république d'Haïti. Nous avons, sauf erreur, sans nous donner la moindre peine, vendu à ce pays pour \$2,600,000 de marchandises. On me dit que nous lui achetons pour \$15,000 de marchandises et un peu plus indirectement; je veux parler des denrées qui, après avoir été transformées aux États-Unis, nous parviennent. De plus, j'ai appris d'un haut fonctionnaire du gouvernement haïtien que, si nous avions un attaché commercial là-bas, nous pourrions facilement augmenter nos exportations du tiers en deux ans. Ce n'est peut-être pas beaucoup... un tiers de \$2,600,000; mais, si nous augmentions du tiers nos exportations à tous les pays et à tous les peuples du monde, avant longtemps, j'en suis certain, le Canada serait la plus grande puissance commerciale du monde. Je suis convaincu, incidemment, que les traitements de ces attachés seraient bien peu de chose en comparaison des avantages que notre pays en obtiendrait. Loin de moi de laisser entendre que j'en sais plus long que le ministre du Commerce (M. Howe) mais je veux simplement dire que nous devons faire dans ce sens d'énergiques efforts.

Une autre chose se produirait si nous agissions ainsi. Je pense que nous atteindrions plus rapidement la parité de notre dollar

[M. Hunter.]

et plus tôt nous y parviendrons plus tôt notre commerce international s'améliorera. Notre dollar est à la hausse et j'en suis très fier, il est facile de s'enorgueillir que notre dollar soit à la hausse—mais cet avantage ne nous permet pas de réaliser des bénéfices considérables. Je ne crois pas que cela nous soit profitable; au contraire, nous perdons de l'argent.

Il y a une autre chose dont nous avons entendu parler à satiété, à tel point, je l'avoue franchement, que j'en suis un peu malade, mais c'est peut-être parce que je représente une circonscription urbaine. Je veux parler de la question du soutien des prix agricoles. Je comprends qu'on puisse, comme palliatif, comme mesure d'urgence, soutenir les prix; mais je ne dois certes pas bien comprendre la mentalité des membres de la CCF en pensant qu'ils désirent voir adopter un programme général de soutien des prix et le maintenir en vigueur indéfiniment. Il me semble que ce n'est pas un bon principe économique que de soutenir les prix des produits des agriculteurs, qui continuent de produire des denrées pour lesquelles nous n'avons pas de marché. Ce n'est pas une méthode sage.

Je reconnais, comme toute personne sensée doit le reconnaître, que si nous voulons que le Canada soit prospère, il faut que les cultivateurs soient prospères. Mais j'espère que nous ne commettrons pas la même erreur que les États-Unis ont commise pendant plusieurs années, en soutenant le prix de marchandises que les consommateurs américains ne pouvaient acheter, ce qui a entraîné un excédent dont ils ne savent que faire et qu'ils ont tendance à jeter sur les marchés mondiaux, au détriment du commerce international des produits agricoles.

Ce n'est certes pas ce que veut dire la C.C.F. car, dans ce cas, elle indiquerait qu'elle ne se fait pas une idée nette de la situation. J'approuve la méthode adoptée, à titre de méthode d'urgence mais non à titre de mesure de longue haleine. Ça ne saurait être ni l'intention ni le plan réfléchi d'un gouvernement sensé. Ce n'est certes pas la solution que ce parti recherche car, dans ce cas, il ne fait que confirmer l'opinion que j'ai de lui.

M. McCullough (Moose-Mountain): L'honorable député me permet-il une question?

M. Hunter: Je ne veux pas qu'on m'interroge en ce moment. Je veux, comme les autres, avoir l'occasion de terminer mon discours. Je sais que vous n'avez jamais aimé les critiques parce qu'elles vous offusquent. Vous n'avez jamais pu ni ne pourrez jamais les envisager objectivement.